

Cote du document: IFAD10/3/R.6/Add.4
Date: 21 novembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Document intersessions de la Consultation sur FIDA10

Évolutions des contributions à la reconstitution et du cofinancement

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Beavogui

Directeur et Conseiller principal du Président
Bureau des partenariats et de la mobilisation
des ressources
téléphone: +39 06 5459 2240
courriel: m.beavogui@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA —
Avant-quatrième session

Pour: **Information**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
I. Résumé	1
II. Évolutions des contributions à la reconstitution	1
A. États membres contribuant à la reconstitution des ressources du FIDA	1
B. Niveau des contributions à la reconstitution par liste et au sein des listes	2
C. Les 20 principaux États membres contributeurs	4
D. Contributions des PRI	4
III. Évolutions du cofinancement	5

Sigles et acronymes

FAfD	Fonds africain de développement
FIDA10	Dixième reconstitution des ressources du FIDA
IDA	Association internationale de développement
IFI	Institution financière internationale
PRI	Pays à revenu intermédiaire

Note: Aux fins du présent document, les pays à faible revenu sont définis comme des pays contractant auprès du FIDA des emprunts à des conditions particulièrement favorables et remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un appui au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Les pays à revenu intermédiaire sont définis comme les pays dont les emprunts auprès du FIDA sont contractés à des conditions ordinaires ou mixtes.

Évolutions des contributions à la reconstitution et du cofinancement

I. Résumé

1. Faisant suite aux débats qui ont eu lieu entre les Membres et la direction lors de la troisième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), ce document présente une analyse de l'évolution historique des contributions à la reconstitution et des évolutions générales du cofinancement. On en trouvera ci-après les principales conclusions.
2. Le nombre élevé d'États membres contribuant au Fonds, spécialement si on le compare à d'autres institutions financières internationales (IFI), traduit de la part des Membres un fort sentiment d'appropriation de leur institution et un vote de confiance dans sa mission et sa performance.
3. Les reconstitutions du FIDA ont toujours pris la forme d'un effort partagé, caractérisé par une augmentation régulière et croissante du niveau des contributions à la reconstitution de la part de la grande majorité des États membres, spécialement au cours des quatre dernières reconstitutions.
4. En termes absolus comme en termes relatifs, les trois Listes ont accru leur appui financier au cours des quatre dernières reconstitutions. En termes relatifs, le niveau d'augmentation de l'appui des Listes est à peu près équivalent. Au total, la Liste A est de loin celle qui a fourni le plus grand volume de ressources, en termes absolus comme en termes relatifs, et a progressivement accru ses contributions à chaque reconstitution.
5. Seul un État membre s'est retiré du FIDA. Plusieurs États, parmi les plus sévèrement touchés par la crise financière, n'ont pas participé aux dernières reconstitutions ou ont dû réduire leurs contributions.
6. Les pays à revenu intermédiaire (PRI) ont doublé leurs contributions au FIDA, en termes absolus, au cours des quatre dernières reconstitutions. Les PRI ont aussi accru leur cofinancement des projets et programmes appuyés par le FIDA dans leurs pays, en particulier les pays à revenu moyen supérieur, dont la contribution à titre de fonds de contrepartie a été, au cours de la période FIDA9, deux fois plus élevée que le financement du FIDA.
7. Bien que le cofinancement soit généralement sujet à des fluctuations, il représente un investissement de premier plan dans les projets appuyés par le FIDA. Les cofinanceurs nationaux sont les principaux contributeurs (approximativement un tiers du coût total des projets), suivis par les cofinanceurs internationaux (approximativement un quart).

II. Évolutions des contributions à la reconstitution¹

A. États membres contribuant à la reconstitution des ressources du FIDA

8. Le nombre d'États membres contribuant à la reconstitution des ressources du Fonds a régulièrement augmenté depuis la création du FIDA. De 1977 à 1980, le nombre des États membres est passé de 90 – les membres originaux – à 127, dont 61% (78) ont contribué sous la forme de contributions initiales. La Liste A constituait 26% des États membres contributeurs, la Liste B 15% et la Liste C 59%. Lors de la première reconstitution des ressources du FIDA, en 1981, le nombre des États membres était passé à 135, et celui des contributeurs à 87, répartis entre la Liste A (23%), la Liste B (14%) et la Liste C (63%).

¹ Les contributions à la reconstitution comprennent les contributions de base et les contributions complémentaires.

9. Au cours de la période FIDA9, le nombre des États membres a atteint 173, dont 62% (107) de contributeurs. La nouvelle répartition était la suivante: 19% de Membres de la Liste A, 7% de la Liste B et 74% de la Liste C. En comparaison avec d'autres IFI, le nombre de 107 contributeurs est remarquable: l'Association internationale de développement (IDA) ne compte que 52 pays contributeurs, et le Fonds africain de développement (FAfD) n'en compte que 26 au cours de la même période. Les États membres des Listes B et C représentent, ensemble, 78% des contributeurs à FIDA9; les chiffres équivalents sont de 38% pour IDA16 et de 37% pour FAfD13.

B. Niveau des contributions à la reconstitution par liste et au sein des listes

10. Les contributions cumulées des États membres au Fonds s'élèvent à 7,7 milliards d'USD, comprenant les contributions de base et les contributions complémentaires. Leur ventilation par Liste fait l'objet du tableau 1.

Tableau 1

Annonces de contributions à la reconstitution par Liste

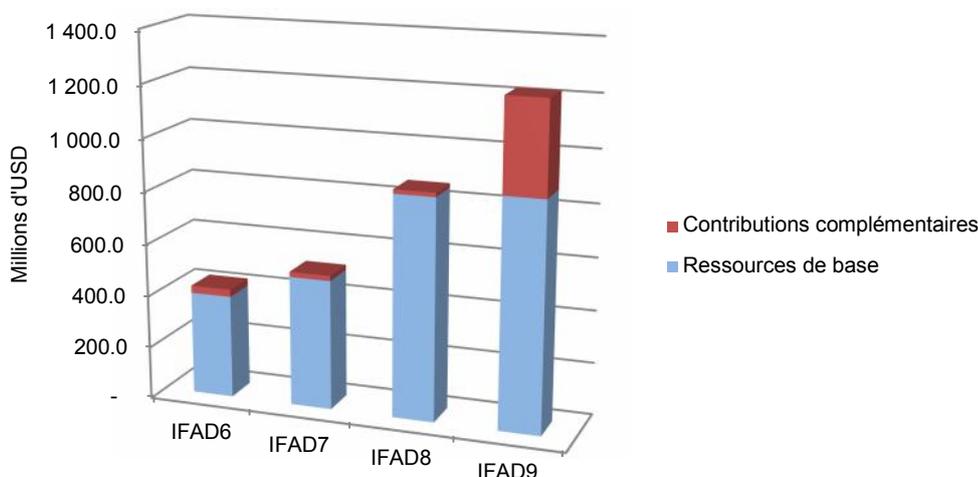
	En millions d'USD				En %		
	Liste A	Liste B	Liste C	Total	Liste A	Liste B	Liste C
Initiale	569,8	435,5	20,6	1 025,9	55,50	42,50	2,00
FIDA1	629,8	430,0	30,4	1 090,2	57,80	39,40	2,80
FIDA2	277	184,1	24,9	486	57,00	37,90	5,10
FIDA3	379,1	124,4	64,1	567,6	66,80	21,90	11,30
FIDA4	360,1	39,3	57,1	456,5	78,90	8,60	12,50
FIDA5	354,5	51,1	56,8	462,4	76,70	11,10	12,30
FIDA6	422,7	33,8	52,5	509	83,00	6,60	10,30
FIDA7	515,4	57,2	66,6	639,2	80,60	8,90	10,40
FIDA8	889,5	71,4	95,6	1 056,5	84,20	6,80	9,00
FIDA9	1 222,2	74,3	121,0	1 423,5	85,90	5,20	8,50
Total	5 620,1	1 501,1	589,6	7 716,8	72,83	19,45	7,64

*La Fédération de Russie – qui ne fait pas encore partie d'une Liste – a apporté une contribution de 6 millions d'USD à FIDA9.

11. Au cours des quatre derniers cycles de reconstitution, de FIDA6 à FIDA9, les trois Listes ont plus que doublé leurs contributions à la reconstitution. La contribution de la Liste A est passée de 422,7 millions d'USD à 1 222,2 millions d'USD (augmentation de 189%); celle de la Liste B est passée de 33,8 millions d'USD à 74,3 millions d'USD (augmentation de 120%), et celle de la Liste C, de 52,5 millions d'USD à 121 millions d'USD (augmentation de 130%).
12. Depuis la création du FIDA, les pays de la Liste A ont donné la preuve de leur niveau constant d'engagement lors des reconstitutions du Fonds, et ils ont, pour la majorité d'entre eux, régulièrement augmenté leurs contributions, en termes relatifs comme en termes absolus. La contribution relative cumulée de la Liste A au FIDA est de 72,83%. Seul un État membre de la Liste A s'est retiré du Fonds au cours de la période FIDA6. Quelques autres pays n'ont pas été en mesure de continuer à contribuer à la reconstitution des ressources du Fonds, du fait de la sévère austérité budgétaire des dernières années.

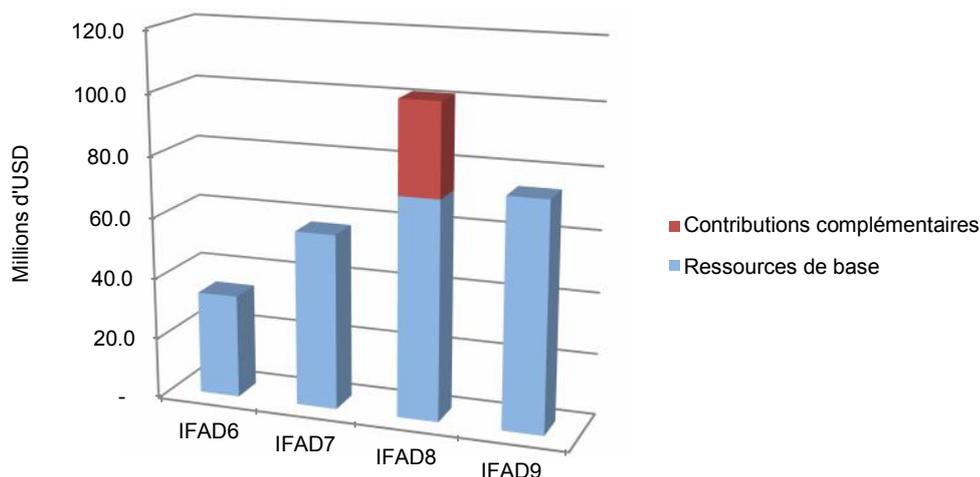
13. Les Membres de la Liste A ont aussi mis à disposition, par le passé, des contributions complémentaires, illustrées dans le graphique 1.

Graphique 1
Annonces de contributions de la Liste A de FIDA6 à FIDA9



14. Les pays de la **Liste B** ont figuré parmi les plus importants contributeurs au cours des premières années du FIDA. Ils ont régulièrement accru leurs contributions depuis FIDA6, malgré les problèmes financiers auxquels certains d'entre eux étaient confrontés. La contribution cumulée de la Liste B au FIDA représente 19,45% du total cumulé des contributions. Dans l'une des régions, un certain nombre de pays importants de la Liste B ont réduit leur engagement depuis FIDA3, ne laissant qu'une poignée de Membres actifs. Un pays de la Liste B a formulé une importante annonce cumulée de contribution dont une large part n'a toutefois pas encore été versée.
15. Un pays a apporté une contribution complémentaire non affectée au programme de prêts et dons au cours de FIDA8.

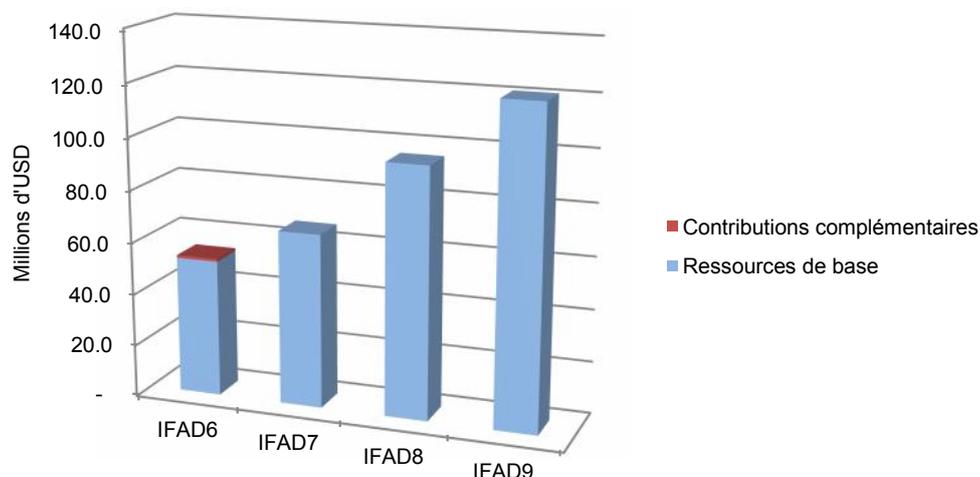
Graphique 2
Annonces de contributions de la Liste B de FIDA6 à FIDA9



16. Les pays membres de la **Liste C** ont témoigné d'une appropriation croissante du FIDA; le nombre d'États membres contributeurs est passé d'un nombre initial de 46 (59% du total des contributeurs) à 79 (74% du total des contributeurs) à FIDA9. Toutes les régions sont bien représentées parmi les 20 principaux donateurs de la Liste C et tous les Membres de la Liste C, à l'exception de neuf d'entre eux, ont contribué au moins à un cycle de reconstitution. Comme rapporté de manière détaillée au paragraphe 9, un tel fait place le FIDA dans une situation unique parmi les autres IFI.

17. Les contributions des Membres de la Liste C ont consisté exclusivement en contributions aux ressources de base, à l'exception d'une contribution complémentaire non affectée de 1 million d'USD au cours de FIDA6.

Graphique 3
Annonces de contributions de la Liste C de FIDA6 à FIDA9



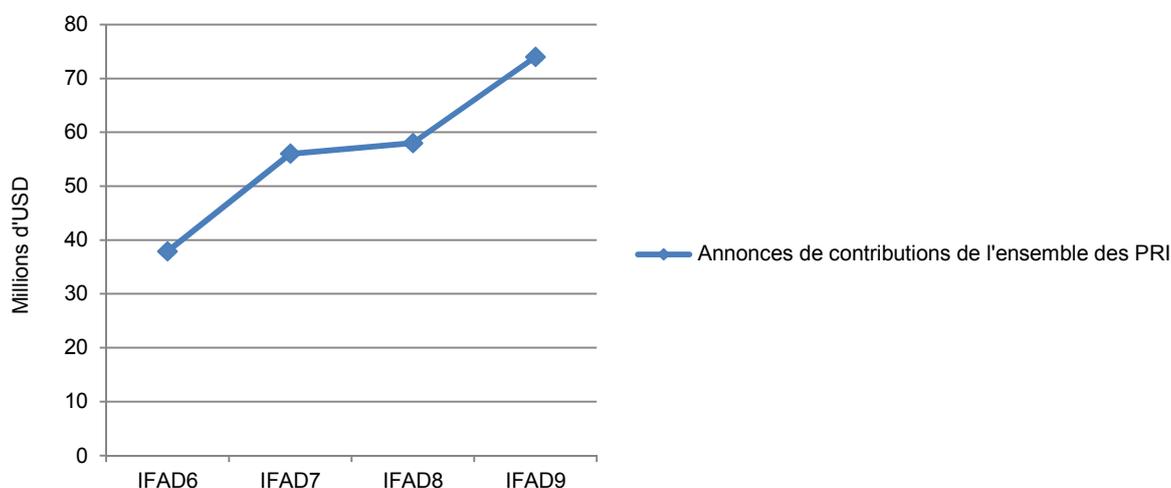
C. Les 20 principaux États membres contributeurs

18. Les contributions des 20 principaux donateurs représentent 85% du total cumulé des annonces de contributions à la reconstitution. Ce montant total est réparti entre treize États membres de la Liste A (78%), cinq États membres de la Liste B (18%) et deux États membres de la Liste C (4%). Le plus grand donateur a apporté 11% du total cumulé des contributions au FIDA, la participation des autres variant entre 1% et 6%.

D. Contributions des PRI

19. Au cours des quatre dernières reconstitutions, les annonces de contributions des États membres empruntant à des conditions ordinaires ou mixtes, classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (PRI)², ont considérablement augmenté en termes absolus, comme le montre le graphique 4. Comparées à celles de tous les autres donateurs, les contributions des PRI ont varié entre 5,7% et 9% du total au cours de la dernière décennie.

Graphique 4
Annonces de contributions des PRI contributeurs de FIDA6 à FIDA9



² États membres empruntant à des conditions ordinaires ou mixtes au cours de la période FIDA9, au 31 octobre 2014.

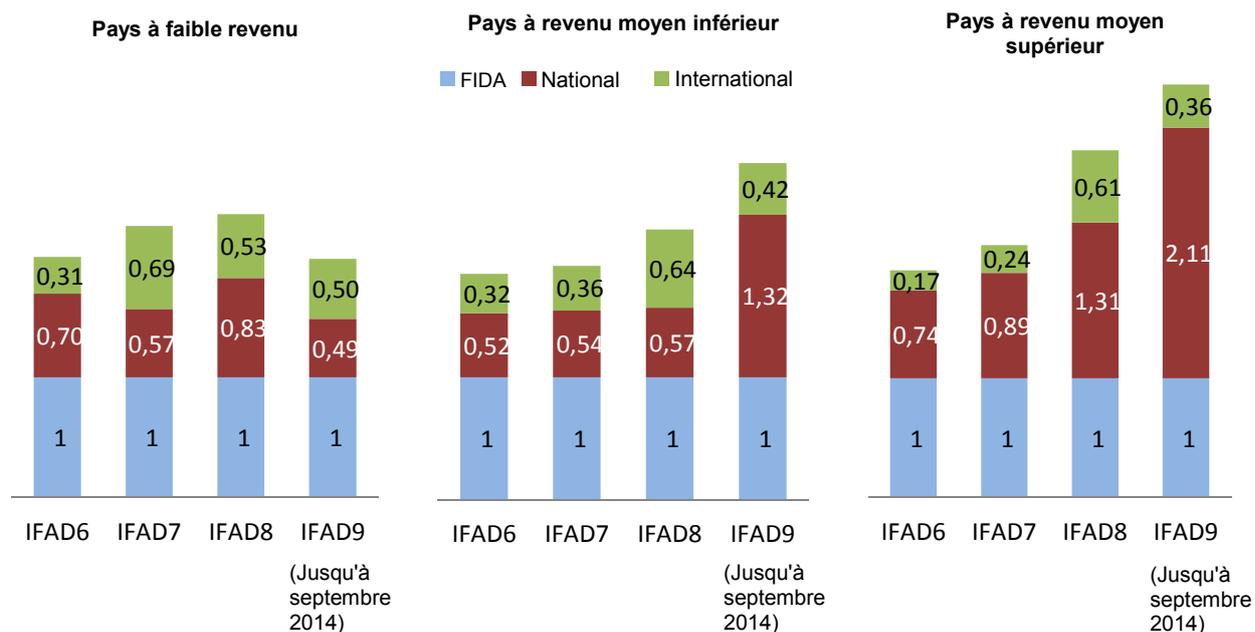
III. Évolutions du cofinancement

20. Au cours de la dernière décennie, à partir de 2004, le cofinancement³ a constitué la principale source de financement pour les projets appuyés par le FIDA, avec un ratio de 1/1,23 entre l'investissement du FIDA et celui des cofinanceurs. Depuis 2004, le FIDA a participé au financement de 322 projets d'un coût total de 15,9 milliards d'USD. Ce financement total s'est réparti entre les investissements du FIDA (44%) et les contributions des cofinanceurs nationaux (33%), le reste (23%) étant mobilisé auprès d'autres cofinanceurs internationaux.
21. Les projets approuvés dans les PRI sont ceux qui génèrent le plus fort ratio de cofinancement national par rapport à l'investissement du FIDA, et c'est particulièrement le cas pour les pays à revenu moyen supérieur (1/2,11 pour FIDA9).
22. On trouve parmi les cofinanceurs internationaux d'autres institutions financières et des fonds mondiaux, des États membres et leurs agences de développement.
23. Comme le montre le graphique 5, le ratio présente une certaine fluctuation dans les pays à faible revenu, tandis que l'on observe une augmentation régulière du cofinancement national, au cours des quatre dernières reconstitutions, dans les pays à revenu moyen inférieur et à revenu moyen supérieur⁴. Au cours de la période FIDA9, les PRI ont, en moyenne, investi plus que le FIDA pour appuyer l'agriculture paysanne dans leurs pays, preuve d'une forte appropriation et d'un fort engagement.

Graphique 5

Sources de financement pour les pays emprunteurs

(montant de cofinancement en USD pour 1USD de financement du FIDA)



3 Le cofinancement est constitué de fonds venant s'ajouter aux ressources propres du FIDA pour les projets appuyés par le FIDA et approuvés par son Conseil d'administration, et qui sont gérés par l'unité de coordination du projet ou dont l'utilisation est influencée par cette unité. Ces fonds peuvent provenir d'autres organisations multilatérales, de donateurs bilatéraux, d'organismes d'aide, des bénéficiaires, des gouvernements bénéficiaires et/ou de partenaires nationaux ou internationaux, et du secteur privé. Le cofinancement peut inclure des ressources mobilisées à un moment quelconque du cycle du projet.

4 Les pays à revenu moyen inférieur et les pays à revenu moyen supérieur sont classés dans ces catégories par une mise en correspondance des pays contractant des emprunts auprès du FIDA à des conditions ordinaires ou mixtes et des mêmes pays placés dans ces deux mêmes catégories par la Banque mondiale.